

DÉPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE
Commune de Batz-sur-Mer

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal

Séance du 7 juillet 2025

2025-051 Révision du SCoT : avis du Conseil municipal

L'An deux mille vingt-cinq, le 7 juillet à dix heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Madame Marie-Catherine LEHUÉDÉ, Maire.

Présents :

Mme Marie-Catherine LEHUÉDÉ, M. Bruno SCHMIT, M. Jean-Luc MOREAU, Mme Catherine SORIA, M. Éric MOULIÉ, Mme Anne LE BOURG, M. Gérard PAIN, Mme Marie-Noëlle VALLAUD, Mme Patricia LECALLO, Mme Séverine LESCAUDRON, Mme Chantal CHALM, M. François HUREL, Mme Elodie BERNARD, et Mme Chantal LECLERC-FOURNIER formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Mme Françoise COQUARD qui avait donné pouvoir à M. Eric MOULIÉ
Mme Agnès LACHAL qui avait donné pouvoir à Mme Patricia LECALLO
M. Florian LAVOPIERRE-LEVIEIL qui avait donné pouvoir à M. Bruno SCHMIT
M. Erwan MATHELIER qui avait donné pouvoir à Mme Marie-Catherine LEHUÉDÉ
M. Jérémie BRUYANT qui avait donné pouvoir à Anne LE BOURG
M. Bruno PERREUX qui avait donné pouvoir à M. François HUREL
M. Flavien CLOUET qui avait donné pouvoir à M. Jean-Luc MORAU
M. Cyrille DARRAS
Mme Marie-Thérèse LECHAT

Secrétaire de séance : Eric MOULIÉ

Effectif légal : 23	Nombre de présents : 14	Nombre de pouvoirs : 7
Quorum : 12	Date de convocation : 1 ^{er} juillet 2025	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400103-20250707-DEL2025-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025

Publication : 09/07/2025

Rapporteur : Bruno SCHMIT

Exposé :

CONTEXTE :

CapAtlantique-La Baule-Guérande Agglo a prescrit la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) par délibération du Conseil communautaire du 15 décembre 2022, répondant à un contexte territorial en constante évolution. L'Agglo a fait le choix d'interroger ses politiques d'aménagement et les équilibres territoriaux du SCoT en vigueur, afin de répondre au mieux aux objectifs du Projet de Territoire, ses politiques publiques et à intensifier en corollaire l'aménagement résilient.

Les Objectifs poursuivis par la révision du SCoT figurent en Annexe A.

Le processus de révision du SCoT arrivant à son terme, le Conseil communautaire du 24 avril 2025, après avoir tiré un Bilan positif de la concertation, a arrêté le projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) puis consécutivement a notifié, pour Avis, le dossier de révision du SCoT aux Personnes Publiques Associées et aux communes membres de la communauté d'agglomération conformément à l'article 143-20 du code de l'urbanisme.

La commune de Batz-sur-Mer a réceptionné le dossier le 2 mai 2025 et est à présent appelée à statuer sur le projet de révision du SCoT arrêté dans un délai maximum de trois mois, soit au plus tard le 2 août 2025.

En l'absence d'Avis dument exprimé, l'Avis de la commune sera réputé favorable.

OBJECTIFS POUR LA COLLECTIVITE :

Le Conseil municipal, invité à examiner le projet de révision du SCoT arrêté qui lui est soumis est corrélativement appelé à émettre son Avis accompagné, le cas échéant, de toute observation, remarque, ou d'élément saillant qui participe à son développement durable au sein du territoire du SCoT.

L'Avis exprimé de la commune dans le délai précité sera joint au dossier d'enquête publique, laquelle devrait se tenir entre fin août et fin septembre 2025 suivant les modalités qui seront définies aux termes de l'Arrêté d'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de révision du SCoT arrêté, éventuellement modifié pour tenir compte des Avis et des résultats de l'enquête publique, sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire en décembre 2025, conformément à l'article L 143-23 du code de l'urbanisme.

- **Le projet de révision du SCoT**

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) concerne les 15 communes de l'Agglo, dont

3 communes sur le département du Morbihan et la région Bretagne, et 12 communes sur le département de Loire-Atlantique et la région des Pays de La Loire.

Le SCoT définit le **Projet stratégique et les Orientations d'Aménagement et d'Urbanisme** (Habitat, économie, déplacement, environnement ...) de CapAtlantique à horizon 2044.

Il comprend ainsi, en particulier, deux pièces «pivot» à savoir : un **Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)** qui exprime les volontés et orientations stratégiques (PAS) pour l'aménagement du territoire et le **Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)** qui fixe des objectifs d'Aménagement et d'Urbanisme à mettre en

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025
Publication : 09/07/2025

œuvre par les documents d'urbanisme dont le **PLU de notre commune**, ou autres Plans et Programmes (PCAET, PDM, PLH) et grandes opérations de plus de 5 000 m² de surfaces de plancher, Permis de construire valant Autorisations d'exploitation commerciale (..), conformément à l'article L 142-1 du code de l'urbanisme.

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) débattu en Conseil communautaire des 11 avril et 26 septembre 2024, qui *formalise* la stratégie de développement du territoire pour les vingt ans à venir (horizon 2044), la définition et les éléments de cadrage des politiques publiques, se décline en trois axes faisant échos aux 3 piliers fondateurs du Projet de territoire de l'Agglo, pour faire face aux enjeux de mutations sociétales, économiques, et environnementales à l'appui du Diagnostic et de l'Etat Initial de l'Environnement.

Le PAS réinvente le territoire en le plaçant au cœur de la transition écologique et énergétique, en insufflant dynamisme et innovation dans un territoire au riche territoire maritime et côtier mais aussi plus rural. Il vise à améliorer le bien vivre pour tous en harmonisant développement urbain, accès au logement, et mobilité durable, afin de garantir une qualité de vie favorable à l'épanouissement de ses habitants, acteurs et visiteurs. L'enjeu est de renforcer le lien social et économique entre les villes et les bourgs, et espaces ruraux, pour que le dynamisme du territoire se conjugue avec préservation et authenticité.

Construit dans le prolongement du Projet de Territoire 2030, le PAS se décline en trois Axes :

AXE 1 : UN TERRITOIRE ACCELERATEUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE :

Où il s'agit de promouvoir un aménagement en adaptation au changement climatique, et de se projeter sur une trajectoire décarbonée avec un positionnement actif face au défi énergétique et de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, tout en restant adapté aux spécificités du territoire,

« Un territoire en adaptation au changement climatique et actif face au défi énergétique et de lutte contre les gaz à effets de serre. S'engager dans une trajectoire décarbonée, préserver et valoriser un environnement exceptionnel ».

TVB et biodiversité - Agriculture et Alimentation - Energie et Décarbonation - Mobilité.

AXE 2 : UN TERRITOIRE AUTHENTIQUE PORTEUR DE BIEN ETRE POUR TOUS ET UNE ECONOMIE DURABLE ET NOVATRICE

Où il s'agit de promouvoir la qualité du cadre de vie pour chacun au quotidien et le bien-vivre ensemble (habitants, visiteurs, actifs...) dans un territoire vivant et durablement préservé ; notamment par la qualité des services de proximité, l'accès au logement et à l'emploi, la mise en valeur des espaces de nature et patrimoine, les solutions durables de déplacement, le développement de filière locales ...)

« Un territoire équilibré et structuré par la colonne vertébrale « La Baule, Guérande, Herbignac » et ses déclinaisons en trois bassins de vie, visant à mieux mailler les villes et les bourgs et rapprocher les fonctions sociales pour améliorer la qualité de vie tout en encourageant les usages écologiques, répondant aux attentes de ses habitants en articulant la logique de triptyque « logement, emploi, mobilité ».

Armature - Commerce – Logement - Economie.

AXE 3 : UN TERRITOIRE D'EAU, LITTORAL ET MARITIME A PRESERVER ET A VALORISER

Où il s'agit de mener une politique ambitieuse pour la qualité de de l'eau, en tant que milieu vivant et en tant que ressource essentielle pour les activités primaires

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

044-214400103-20250707-DEI-2025-051-DEI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025

Publication : 09/07/2025

et notamment les productions salicoles, l'économie maritime et les populations. La qualité de l'eau reste ainsi un objectif majeur du territoire.

« Un territoire exceptionnel à l'identité et au rythme de vie façonnés par l'eau, : des marais de Brière aux marais salants, des cours d'eau à la mer ».

Politique de l'eau – Tourisme - Activités liées à la mer et au littoral – Risques - Stratégie de gestion du trait de côte.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), issu d'un processus de co-construction intégrant les contributions et expressions des différents acteurs du territoire, reprend les trois axes du PAS et les décline en Orientations et Objectifs prescriptifs, opposables notamment aux politiques publiques de l'Agglo et aux PLU des 15 communes du territoire, tout en permettant de les atteindre.

Les principales évolutions en matière de prescriptions sont présentées de manière synthétique en Annexe B.

La construction opérationnelle du DOO s'appuie ainsi sur les visions stratégiques des communes et de l'intercommunalité, les trajectoires démographiques, les besoins pour les logements, pour les équipements publics, pour les activités économiques, avec une approche raisonnée de la consommation foncière, à l'épreuve du ZAN, en privilégiant l'intensification tout en respectant les paysages, l'authenticité et la qualité patrimoniale des agglomérations et des villages, le renouvellement urbain, ainsi que la préservation des ressources naturelles et la prise en compte des risques naturels. L'objectif du DOO est de poursuivre et d'amplifier cet effet opérationnel autour de prescriptions se donnant les moyens d'assurer « la qualité environnementale et urbaine » et « la résilience » du territoire.

Le DOO conduit ainsi à repenser les grands équilibres territoriaux et le modèle de développement, la volonté affirmée de mettre en synergie les politiques publiques (habitat, économie, mobilité, énergie...) pour décliner les transitions sociétales et environnementales dans une logique de moindre vulnérabilité du territoire en adaptation au changement climatique. Le DOO aboutit à un document partagé, visant à faciliter les consensus autour de prescriptions cadres en posant les bases d'une gestion durable et intégrée du territoire incarnant un choix de développement robuste et résilient sur le long terme. Il constitue, adossé au Projet de territoire, un guide pour l'action publique, mais également un référentiel pour mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire sur le destin commun du territoire de la Presqu'île.

ACTION SOUMISE A DECISION

Les membres du Conseil municipal sont ainsi invités à exprimer leur Avis sur le projet de révision du SCoT arrêté visant à accompagner le développement durable du territoire, par des réponses nouvelles aux attentes de cadre de vie des populations, mais aussi en étant pro-actif face aux défis actuels et futurs, notamment climatiques, énergétiques et économiques.

VU

- le Code Général des Collectivités Locales et en particulier les articles L 2121-20 et suivants,
- le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 121-1 et suivants, L 132-11, L 141-1 et suivants et L 103-1 et suivants et R 141-1 et suivants, et les articles L 143-20, L 143-22 et L 143-23,
- le Code de l'Environnement,
- la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN),

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400103-20250707-DEL2025-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025

Publication : 09/07/2025

- la loi n° 2021- 1104 du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets (loi Climat et Résilience),
- la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la Différenciation, la Décentralisation, la Déconcentration (3DS) et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,
- la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,
- la délibération du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2022, prescrivant la révision du Schéma de Cohérence Territoriale de CapAtlantique La Baule-Guérande l'Agglo, et définissant les objectifs et modalités de la concertation mises en œuvre à l'occasion de cette révision,
- les délibérations du Conseil communautaire des 11 avril et 26 septembre 2024 prenant actes des débats sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS),
- la délibération du Conseil communautaire du 24 avril 2025, tirant le Bilan favorable de la concertation, et arrêtant consécutivement le projet de révision du SCoT avant de le soumettre à la consultation des Personnes Publiques Associées et des 15 communes de l'Agglo en application de l'article L 143-20 du code de l'urbanisme,
- la lettre de notification de la délibération du Conseil communautaire du 24 avril 2025 précitée et ses pièces Annexes, à la commune de Batz-sur-Mer le 2 mai 2025 en vue de statuer sur le projet de révision du SCoT arrêté,

Considérant le rapport annexé à la délibération du Conseil communautaire en date du 24 avril 2025,

Considérant le projet de révision du SCoT dans sa formalisation « arrêt » joint à la délibération du Conseil communautaire du 24 avril 2025 -Annexe 2- et en particulier le PAS, le DOO et ses annexes cartographiques ainsi que les Annexes du projet,

Considérant qu'il appartient à présent aux membres du Conseil municipal, d'exprimer un Avis conformément au courrier de notification de la délibération du Conseil communautaire du 24 avril 2025 précitée et de ses Annexes.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé, après en avoir délibéré à la majorité (19 voix pour ; 1 abstention : Gérard PAIN ; 1 contre : Chantal LECLERC-FOURNIER)

décide :

- **D'EMETTRE un Avis Favorable avec Réserves** au projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) arrêté par délibération du Conseil communautaire en date du 24 avril 2025 ;

En effet, l'analyse factuelle de certains points du DOO, met en évidence la nécessité d'apporter des ajustements et/ou des corrections comme suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400103-20250707-DEL2025-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025

Publication : 09/07/2025

RESERVES FORMULEES :

CONCERNANT L'AXE 2 : UN TERRITOIRE AUTHENTIQUE PORTEUR DE BIEN ETRE POUR TOUS ET UNE ECONOMIE DURABLE ET NOVATRICE

1. **SUR L'OBJECTIF 7.1.2 : LIMITER LA CONSOMMATION D'ESPACE EN EXTENSION DES URBANISATIONS RESIDENTIELLES ET OPTIMISER L'UTILISATION DU FONCIER A L'ECHELLE DES POLES DE VIE ET DU SCoT**

Pour Batz-sur-Mer, les perspectives de construction de logements retenues dans le projet de SCoT arrêté à l'horizon 2044 sont les suivantes :

- 204 Logements au total dont 182 Logements en zone urbanisée et 22 logements en extension de l'urbanisation hors espace naturel ou forestier ;
- pour les futures opérations de logements à réaliser, la densité est fixée à 22 logements à l'hectare.

Le tableau présentant les enjeux de logements à créer sans consommation ENAF et hors enveloppe urbaine indique la proposition suivante pour la commune de Batz-sur-Mer :

	Logements en 2021	Création de logements 2025-2044	2025-2044 Objectifs de logements dans l'enveloppe urbaine, sans consommer d'espace ENAF	2025-2044 Logements en extension	2025-2044 Consommation maximale en extension en ha
Batz-sur-Mer	4 189	204	182 89%	22	1,0

A la lecture de ce tableau, il apparaît que la perspective d'évolution pour la commune est très restrictive jusque 2044.

Par ailleurs le nombre de logements à construire en zone urbaine apparaît important compte tenu des densités actuelle et de la rareté de l'offre foncière, et que la densité affichée de 22 logements à l'hectare apparaît faible.

Aussi la commune demande de :

- Modifier la ventilation des objectifs de logements, en faisant glisser 10 logements fléchés dans l'enveloppe urbaine vers les logements dits en extension, soit pour la période 2025-2044 :
 - 172 logements dans l'enveloppe urbaine
 - 32 logements en extension
- **Augmenter la surface en extension de 1 hectare pour passer à 2 hectares en extension.** La commune motive cette demande en s'appuyant sur :
 - La contribution initiale de Batz-sur-Mer à alimenter le « pot commun » de l'espace consommable à l'échelle de l'agglomération.
En effet, sur les 167,5 hectares disponibles pour la création de nouveaux logements à l'échelle de l'agglomération jusqu'en 2044, la contribution initiale de la commune, avant la nouvelle répartition d'attribution proposée dans le SCoT, est de 4,5 hectares pour son seul territoire communal. (*Méthodologie de calcul de la consommation « Conso ZAN 44 » portée à l'échelle du Département de Loire-Atlantique*).

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

044-214400103-20250707-DEL2025-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025
Publication : 09/07/2025

o Les obligations environnementales réglementaires et les dispositions applicables du PLU de Batz-sur-Mer

Prise en compte dans les projets d'aménagement des enjeux de biodiversité, pleine terre, espaces communs, gestion de l'eau à la parcelle nécessite d'avoir des emprises foncières bien dimensionnées afin de garantir un cadre de vie qualitatif et respectueux de l'environnement.

Au regard du nombre de logements à construire dans une densité acceptable, 1 hectare seul paraît insuffisant.

o Une infrastructure SNCF à prendre en compte dans les migrations pendulaires : parcours quotidien entre bassin d'emploi et secteur résidentiel

Dans une logique d'efficacité pour la mise en œuvre du projet territorial, la liaison ferroviaire permettant de relier les bassins d'emplois de La Baule, Saint-Nazaire (en particulier les chantiers de l'Atlantique) et Nantes, représente un atout majeur pour la commune.

Cette capacité de mobilités complémentaires, voir alter modal, au regard des enjeux de développement économique, de cohésion territoriale et de transition écologique, justifie pleinement la demande de la commune de Batz-sur-Mer pour ré-évaluer la répartition des hectares disponibles hors enveloppe urbaine à l'échelle de l'agglomération.

Cette augmentation du potentiel de construction pour la commune de Batz-sur-Mer est nécessaire pour :

- Contribuer à répondre aux besoins en logements au niveau du bassin d'emploi, alors que notre commune est desservie par le ferroviaire ;
- Se donner la possibilité d'accueillir de nouveaux ménages, notamment d'actifs résidents permanents, pour stabiliser les effectifs scolaires, soutenir le commerce et l'économie locale

2. SUR L'OBJECTIF 7.1.3 : ORGANISER UNE DENSIFICATION ADAPTEE ET DES COMPOSITIONS URBAINES ET ARCHITECTURALES MIEUX INTEGREES A L'IDENTITE DE LA PRESQU'ILE

L'objectif présente une note de bas de page indiquant la mention suivante :

Note : il n'est pas envisagé d'urbanisation en extension à Batz-sur-Mer sur 2025-2030. En outre, les densités exprimées pour cette commune et celle du Pouliguen sur 2031-2044 sont des indicateurs utilisés notamment pour évaluer la surface potentielle d'artificialisation.

La commune souhaite supprimer l'annotation la concernant. En effet, un document de planification urbaine, validé par une collectivité territoriale, n'a pas vocation à imposer la temporalité de la politique de développement urbain d'une autre collectivité.

CONCERNANT LES ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

1. CARTE DES ESPACES AGRICOLES PERENNES DU SCoT

La commune confirme sa demande concernant la correction de l'enveloppe urbaine dans les villages lorsqu'elle ne coïncide pas avec le zonage du PLU.

En effet, la cartographie du SCoT, ne correspond pas à la cartographie de l'enveloppe urbaine des villages telle qu'elle figure dans le PLU depuis plusieurs années ce qui

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025
Publication : 09/07/2025

rend certaines parcelles inconstructibles au titre du SCoT alors qu'elles sont constructibles au titre du PLU. Il est donc demandé que la cartographie du SCoT concernant l'enveloppe urbaine des villages soit ajustée afin de mettre fin à cette situation.

RECOMMANDATIONS FORMULEES :

CONCERNANT L'AXE 2 : UN TERRITOIRE AUTHENTIQUE PORTEUR DE BIEN ETRE POUR TOUS ET UNE ECONOMIE DURABLE ET NOVATRICE

1. 7.1.3 ORGANISER UNE DENSIFICATION ADAPTEE ET DES COMPOSITIONS URBAINES ET ARCHITECTURALES MIEUX INTEGREES A L'IDENTITE DE LA PRESQU'ILE

Le DOO préconise la mise en valeur de l'identité de la presqu'île à travers des compositions urbaines en harmonie avec « l'esprit des lieux » et l'enrichissement du vocabulaire architectural des nouvelles constructions, et notamment « Favoriser l'innovation architecturale, dès lors qu'elle ne fait pas obstacle aux éventuelles protections patrimoniales existantes au titre des monuments historiques ou SPR ». La commune de Batz-sur-Mer a bien pris connaissance des préoccupations du SCoT exprimant les enjeux de transition écologique et énergétique sur le territoire de l'agglomération. (AXE 1 : UN TERRITOIRE ACCELERATEUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE)

Or, le grand nombre de protections en matière environnementales (littoral, site classé...) et patrimoniales, constitue une contrainte importante pour le développement des énergies renouvelables et notamment des énergies solaires. Cet enjeu d'allier Patrimoine et Energie devrait être mentionné de manière plus affirmée.

- **DE DIRE que** la présente délibération sera transmise à l'EPCI SCoT - CapAtlantique La Baule-Guérande Agglo, avant le 2 août 2025 afin que celle-ci soit intégrée au dossier d'enquête publique conformément aux dispositions de l'article L 132-11 du code de l'urbanisme.

Pièce(s) annexée(s) ou consultable(s) :

Annexe A : Objectifs de la révision du SCoT

Annexe B : Objectifs et modalités de la concertation

Annexe C : Les principales évolutions du DOO

Annexe 1 - Révision du SCoT – Bilan de la concertation

Annexe 2 - Dossier Arrêté du projet de révision du SCoT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400103-20250707-DEL2025-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025

Publication : 09/07/2025

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Batz-sur-Mer, le 8 juillet 2025

Le Maire,

Marie-Catherine LEHUÉDÉ



Le secrétaire de séance

Eric MOULIÉ

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, compte tenu de sa transmission en Sous-Préfecture et de sa publication ou affichage,
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nantes (par courrier ou sur le site Télérecours citoyens www.telerecours.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art. L 411-7 CRPA).

Transmis en Préfecture le : ~ 9 JUIL. 2025
Affiché ou publié le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400103-20250707-DEL2025-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025

Publication : 09/07/2025

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

044-214400103-20250707-DEL2025-051-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2025
Publication : 09/07/2025